

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 7

**Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise  
d'initiatives agro-alimentaires**

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. JEAN GARON

Ministre de l'agriculture

---



#### NOTES EXPLICATIVES

*L'article 1 du projet de loi a pour effet de porter de dix à quarante millions de dollars le fonds social autorisé de SOQUIA.*

*L'article 2 prévoit que le ministre des finances paiera à la Société, pour l'acquisition d'actions de son fonds social, une somme de trois millions de dollars au cours de la présente année financière et au cours de chacune des deux prochaines années financières du gouvernement.*

*Il prévoit également que le ministre des finances sera autorisé à payer à la Société, avec l'approbation du gouvernement et selon les besoins de la Société, une somme de vingt et un millions de dollars pour l'acquisition d'actions de son fonds social.*

Art. 1. *L'article 5 de la loi se lit:*

«**5.** Le fonds social autorisé de la Société est de dix millions de dollars.

Il est divisé en 100,000 actions d'une valeur nominale de cent dollars chacune. »

Art. 2. *La modification proposée a pour objet de prévoir la souscription d'actions additionnelles au fonds social de la Société par le ministre des finances. Elle autorise de plus le ministre des finances à faire une telle souscription d'actions de la Société selon les besoins de cette dernière et avec l'approbation préalable du gouvernement.*

## Projet de loi n° 7

### Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1975, c. 42,  
a. 5, remp.

**1.** L'article 5 de la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (1975, chapitre 42) est remplacé par le suivant:

Fonds  
social.

[[**«5.** Le fonds social autorisé de la Société est de quarante millions de dollars.

Actions.

Il est divisé en 400,000 actions d'une valeur nominale de cent dollars chacune. »]]

1975, c. 42  
a. 7, mod.

**2.** L'article 7 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Paiements  
annuels  
d'actions.

[[«Le ministre des finances paiera de plus à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, au cours de chacune des années financières 1978/1979, 1979/1980 et 1980/1981, une somme de trois millions de dollars pour 90,000 actions entièrement acquittées de son capital social, pour lesquelles des certificats d'actions lui seront délivrés au fur et à mesure en retour de ces paiements.

Paiement  
autorisé  
d'actions.

Le ministre des finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du gouvernement, en un ou plusieurs versements, selon les besoins de la Société, une somme de vingt et un millions de dollars pour 210,000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles des certificats d'actions lui seront délivrés au fur et à mesure en retour de ces paiements. »]]

Entrée en  
vigueur.

**3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.